

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200483]

19 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à la cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1309/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour la période 2014-2020 et abrogeant le règlement (CE) n° 1927/2006;

Vu le règlement (UE) n° 514/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant dispositions générales applicables au Fonds " Asile, Migration et Intégration " et à l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises;

Vu le règlement délégué (UE) n° 1042/2014 de la Commission du 25 juillet 2014 complétant le règlement (UE) n° 514/2014 en ce qui concerne la désignation et les responsabilités en matière de gestion et de contrôle des autorités responsables ainsi que le statut et les obligations des autorités d'audit;

Vu le règlement (UE) n° 1046/2018 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014 et (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012;

Vu le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 1^{er}, telle que modifiée,;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'article 51;

Vu l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie;

Vu l'accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du Service commun d'Audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à la cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, l'article 56;

Vu le rapport du 23 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 6 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le contrat d'administration du 11 février 2016 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française, d'une part, et le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'autre part, pour l'exécution de la mission d'Autorité d'audit des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, par le FEM et la mission d'audit du volet Intégration francophone du fonds Asile, migration et intégration, tel que modifié, détermine l'exécution des missions sur la base du présent arrêté;

Considérant qu'il importe de prendre en compte la création du Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SEPAC s'applique à la Cellule audit de l'Inspection des Finances;

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Fonction publique;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° la Cellule : la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens;
- 2° le contrat d'administration : le contrat d'administration entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française, d'une part, et le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'autre part, pour l'exécution des missions d'audit des programmes européens;
- 3° les Inspecteurs des Finances désignés : les Inspecteurs des Finances contribuant aux missions de la Cellule;
- 4° l'Inspecteur des Finances responsable : l'Inspecteur des Finances qui, parmi les Inspecteurs désignés, assume la responsabilité et la direction de la Cellule;
- 5° le Ministre : le Ministre-Président, en charge de la coordination des fonds structurels européens;
- 6° le SePAC : le Service d'Aide à la gestion et au Contrôle interne des Cabinets ministériels;
- 7° le SCA : le service commun d'audit instauré par l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé « Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie »;
- 8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement et au SePAC;
- 9° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

CHAPITRE 2. — Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens

Art. 2. La Cellule est créée auprès du Gouvernement et assume les responsabilités confiées au Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, telles que prévues par le contrat d'administration. Sa gestion administrative est assurée par le ministre et sa direction fonctionnelle est assurée par l'Inspecteur des Finances responsable.

Art. 3. La Cellule assume les missions relatives à l'audit des Fonds européens, dans le domaine du développement régional au sens large, de la coopération transfrontalière et transnationale, de la formation et de l'intégration sociale ou de la relance, en gestion partagée et en gestion propre avec la Commission européenne. Les missions d'audit lui sont confiées par le contrat d'administration.

Art. 4. La Cellule est constituée pour la durée des missions visées à l'article 3. Elle cesse d'exister à la fin de ces missions.

CHAPITRE 3. — Composition et organisation de la Cellule

Art. 5. La Cellule est composée des Inspecteurs des finances désignés et du personnel détaché du SCA.

Art. 6. Les Inspecteurs des finances désignés sont proposés par le Chef de corps de l'Inspection des Finances.

Un Inspecteur des Finances responsable est proposé, parmi les Inspecteurs des Finances désignés, pour assumer la responsabilité et la direction fonctionnelle de la Cellule.

Le Ministre et le Ministre du Budget désignent le ou les Inspecteurs des Finances pour la durée des missions visées à l'article 3, dont l'Inspecteur des Finances responsable.

Art. 7. Le Ministre détache le personnel de la Cellule par arrêté ministériel, en concertation avec l'Inspecteur des Finances responsable.

Art. 8. § 1^{er}. Le personnel de cette Cellule comprend :

- 1° trois Inspecteurs des Finances visés par l'article 6, dont l'Inspecteur des Finances responsable;
- 2° un agent de niveau 1 exerçant la fonction de conseiller auditeur;
- 3° huit agents de niveau 1;
- 4° deux collaborateurs.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2022, et uniquement durant l'exécution des missions d'audit confiées à la Cellule dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie, la Cellule comprend en plus des agents mentionnés à l'alinéa 1^{er} :

- 1° un agent de niveau 1 exerçant la fonction de conseiller auditeur;
- 2° quatre agents de niveau 1.

§ 3. Les agents visés au § 2 peuvent être remplacés au sein du Service public de Wallonie conformément à l'article 2, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003.

CHAPITRE 4. — Situation administrative et pécuniaire du personnel de la Cellule

Art. 9. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, tel que modifié, les traitements des Inspecteurs des Finances désignés restent à la charge du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances.

Art. 10. Les traitements du personnel détaché du SCA restent à charge du SCA.

Art. 11. La gestion administrative et pécuniaire du personnel visé à l'article 8 est assurée par le Service public de Wallonie.

Le SePAC est chargé de l'assistance administrative et pécuniaire en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale pour ce qui concerne les allocations annuelles, les éventuelles contres valeurs financières, les avantages de toutes natures, les indemnités de télétravail et les chèques repas alloués au personnel. Il informe la Cellule des formalités à suivre.

Art. 12. L'Inspecteur des Finances responsable peut autoriser le recours au télétravail pour les agents de la cellule. Il informe le Ministre des autorisations accordées.

CHAPITRE 5. — *Moyens de fonctionnement*

Art. 13. L'Inspecteur des Finances responsable propose au Ministre du Budget les contrats de consultance estimés nécessaires à l'accomplissement des missions confiées à la Cellule.

CHAPITRE 6. — *Ordonnateurs, comptable et délégations*

Art. 14. Délégation est accordée au SePAC pour liquider toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire, imputable sur l'article de base 11.01 du titre I du programme 05 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel.

Art. 15. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants hors TVA repris en regard de ceux-ci, pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les articles de base 12.06 et 12.07 du titre I du programme 05 de la division organique 10 et sur l'article de base 74.07 du titre 2 du programme 05 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne :

- 1° Inspecteur général du Département du Budget et de la Trésorerie du Service public de Wallonie : 50.000 euros;
- 2° Inspecteur des Finances responsable : 10.000 euros.

Art. 16. Délégation est accordée à l'Inspecteur des Finances responsable pour approuver les ordres de mission à l'étranger du personnel de la Cellule à concurrence de 5.000 euros.

Art. 17. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et de liquider toutes dépenses visées par le présent arrêté.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 18. La Cellule est soumise à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, conformément à son article 56.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à la cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre-Président, qui a la coordination des Fonds structurels européens dans ses attributions, et la Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 janvier 2022.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200483]

19. JANUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1309/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für die Anpassung an die Globalisierung (2014-2020) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1927/2006;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 514/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Festlegung allgemeiner Bestimmungen für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds und das Instrument für die finanzielle Unterstützung der polizeilichen Zusammenarbeit, der Kriminalprävention und Kriminalitätsbekämpfung und des Krisenmanagements;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 1042/2014 der Kommission vom 25. Juli 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 514/2014 in Bezug auf die Benennung von zuständigen Behörden und ihre Verwaltungs- und Kontrollaufgaben sowie in Bezug auf den Status und die Verpflichtungen von Prüfbehörden;

Aufgrund der Verordnung (EU, Euratom) 2018/1046 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Juli 2018 über die Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Union, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 1296/2013, (EU) Nr. 1301/2013, (EU) Nr. 1303/2013, (EU) Nr. 1304/2013, (EU) Nr. 1309/2013, (EU) Nr. 1316/2013, (EU) Nr. 223/2014, (EU) Nr. 283/2014 und des Beschlusses Nr. 541/2014/EU sowie zur Aufhebung der Verordnung (EU, Euratom) Nr. 966/2012;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 zur Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 1 in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, Artikel 51;

Aufgrund des am 21. Juli 2016 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie";

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Mai 2019 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Festlegung des Statuts der Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie und der Modalitäten für die Übertragung von Personalmitgliedern des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf diese gemeinsame Dienststelle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC), Artikel 56;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 23. September 2021;

Aufgrund der am 26. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 3. Dezember 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 6. Dezember 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsvertrag vom 11. Februar 2016 zwischen der Wallonischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft und dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission einerseits und dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion andererseits zur Ausführung des Auftrags als Prüfbehörde für die von den Europäischen Strukturfonds kofinanzierten Programme, für den EGF und den Prüfauftrag für die Komponente Frankophone Integration des Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds in seiner geänderten Fassung die Ausführung der Aufträge auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses festlegt;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, die Schaffung der Gemeinsamen Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie zu berücksichtigen;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC) auf die Kontrollzelle der Finanzinspektion Anwendung findet;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° die Zelle: die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds;

2° der Verwaltungsvertrag: der zwischen der Wallonischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft und dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission einerseits und dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion andererseits zur Ausführung des Prüfungsauftrags für die Europäischen Programme abgeschlossene Verwaltungsvertrag;

3° die benannten Finanzinspektoren: die Finanzinspektoren, die zu den Aufgaben der Zelle beitragen;

4° der verantwortliche Finanzinspektor: der Finanzinspektor, der unter den benannten Finanzinspektoren die Verantwortung für die Zelle übernimmt und diese leitet;

5° der Minister: der Ministerpräsident, zuständig für die Koordinierung der Europäischen Strukturfonds;

6° das "SePAC": das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette

7° die "SCA": die im Rahmen des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Juli 2016 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie" (Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie) geschaffene Gemeinsame Auditdienststelle;

8° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC);

9° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder.

KAPITEL 2 — *Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds*

Art. 2 - Die Zelle wird bei der Regierung eingerichtet und übernimmt die dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion übertragenen Verantwortlichkeiten, wie sie im Verwaltungsvertrag vorgesehen sind. Ihre administrative Leitung wird durch den Minister gewährleistet, ihre funktionale Leitung durch den verantwortlichen Finanzinspektor.

Art. 3 - Die Zelle übernimmt die Aufgaben im Zusammenhang mit der Prüfung der Europäischen Fonds, in den Bereichen regionale Entwicklung im weiteren Sinne, grenzüberschreitende und transnationale Zusammenarbeit, Ausbildung und soziale Integration oder Wiederbelebung, in geteilter und eigener Verwaltung mit der Europäischen Kommission. Der Prüfungsauftrag wird ihr durch den Verwaltungsvertrag übertragen.

Art. 4 - Die Zelle wird für die Dauer der in Artikel 3 genannten Aufgaben eingerichtet. Nach Beendigung dieser Aufgaben besteht sie nicht weiter.

KAPITEL 3 — *Zusammensetzung und Organisation der Zelle*

Art. 5 - Die Zelle setzt sich aus den benannten Finanzinspektoren und dem abgeordneten Personal der "SCA" zusammen.

Art. 6 - Die benannten Finanzinspektoren werden vom Korpschef der Finanzinspektion vorgeschlagen.

Aus den Reihen der benannten Finanzinspektoren wird ein verantwortlicher Finanzinspektor vorgeschlagen, der die Verantwortung und die funktionale Leitung der Zelle übernimmt.

Der Minister und der Minister für Haushalt benennen den oder die Finanzinspektoren für die Dauer der in Artikel 3 genannten Aufgaben, darunter den verantwortlichen Finanzinspektor.

Art. 7 - Der Minister nimmt die Abordnung des Personals der Zelle durch Ministeriellen Erlass vor, in Absprache mit dem verantwortlichen Finanzinspektor.

Art. 8 - § 1. Das Personal dieser Zelle umfasst:

1° drei Finanzinspektoren gemäß Artikel 6, darunter der verantwortliche Finanzinspektor;

2° einen Bediensteten der Stufe 1, der die Funktion eines Anhörungsbeauftragten ausübt;

3° acht Bedienstete der Stufe 1;

4° zwei Mitarbeiter.

§ 2 Ab dem 1. Januar 2022 und nur während der Ausführung der Prüfungsaufträge, die der Zelle im Rahmen des Wallonischen Wiederaufbauplans anvertraut werden, umfasst die Zelle zusätzlich zu den in Absatz 1 erwähnten Bediensteten :

1° einen Bediensteten der Stufe 1, der die Funktion eines Anhörungsbeauftragten ausübt;

2° vier Bedienstete der Stufe 1.

§ 3. Die in § 2 genannten Bediensteten können innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gemäß Artikel 2 § 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 ersetzt werden.

KAPITEL 4 — *Administrative und finanzielle Stellung des Personals der Zelle*

Art. 9 - Gemäß Artikel 14 des Königlichen Erlasses vom 28. April 1998 zur Organisation des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion in seiner abgeordneten Fassung bleiben die Gehälter der benannten Finanzinspektoren zu Lasten des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion.

Art. 10 - Die Gehälter des abgeordneten Personals der "SCA" bleiben zu Lasten der "SCA".

Art. 11 - Die administrative und finanzielle Verwaltung des in Artikel 8 genannten Personals wird vom Öffentlichen Dienst der Wallonie gewährleistet.

Das "SePAC" ist zuständig für die administrative und finanzielle Unterstützung der Zelle in Personalangelegenheiten und für die Gehaltsverwaltung in Bezug auf die Jahreszulagen, eventuelle finanzielle Gegenwerte, Vergünstigungen aller Art, Telearbeitszulagen und Essensgutscheine, die dem Personal zugewiesen werden. Er informiert die Zelle über die einzuhaltenden Formalitäten.

Art. 12 - Der verantwortliche Finanzinspektor kann den Einsatz von Telearbeit für die Mitarbeiter der Zelle genehmigen. Er informiert den Minister über die erteilten Genehmigungen.

KAPITEL 5 — *Funktionsmittel*

Art. 13 - Der verantwortliche Finanzinspektor schlägt dem Minister für Haushalt die Beratungsverträge vor, die für die Erfüllung der der Zelle übertragenen Aufgaben für notwendig erachtet werden.

KAPITEL 6 — *Anweisungsbefugte, Buchhalter und Vollmächtserteilung*

Art. 14 - Dem "SePAC" wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe auszuführen, die auf den Basisartikel 11.01 des Titels I des Programms 05 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar und mit den dem Personal gewährten Entschädigungen und Zuwendungen verbunden ist.

Art. 15 - Den Inhabern der folgenden Ämter wird bis zur Höhe der nebenstehenden Beträge (ausschließlich MwSt.) die Vollmacht erteilt, um alle Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und auszuführen, die zu Lasten der Basisartikel 12.06 und 12.07 des Titels I des Programms 05 des Organisationsbereichs 10 und des Basisartikels 74.07 des Titels 2 des Programms 05 der Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region gehen:

1° Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Kassenwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie: 50.000 Euro;

2° Verantwortlicher Finanzinspektor: 10.000 Euro.

Art. 16 - Dem verantwortlichen Finanzinspektor wird die Vollmacht erteilt, Auslandsdienstreisenaufträge von Mitarbeitern der Zelle bis zu einem Betrag von 5.000 Euro zu genehmigen.

Art. 17 - Die vorangeführten Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen.

KAPITEL 7 — *Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Die Zelle unterliegt gemäß Artikel 56 dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC).

Art. 19 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds wird aufgehoben.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 21 - Der Ministerpräsident, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Koordinierung der Europäischen Strukturfonds gehört, und die Ministerin für den Öffentlichen Dienst werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Januar 2022

Für die Regierung,
Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,

A. DOLIMONT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200483]

19 JANUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1309/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees fonds voor aanpassing aan de globalisering (2014-2020) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1927/2006;

Gelet op Verordening (EU) nr. 514/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het Fonds voor asiel, migratie en integratie en inzake het instrument voor financiële steun voor politieke samenwerking, voorkoming en bestrijding van criminaliteit, en crisisbeheersing;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 1042/2014 van de Commissie van 25 juli 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 514/2014 in verband met de aanwijzing van verantwoordelijke instanties en hun verantwoordelijkheden op het gebied van beheer en controle en in verband met het statuut en de verplichtingen van auditinstanties;

Gelet op Verordening (EU) 1046/2018 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1296/2013, (EU) nr. 1301/2013, (EU) nr. 1303/2013, (EU) nr. 1304/2013, (EU) nr. 1309/2013, (EU) nr. 1316/2013, (EU) nr. 223/2014, (EU) nr. 283/2014 en Besluit nr. 541/2014/EU en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012;

Gelet op Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 51;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonie en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2022 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC", artikel 56;

Gelet op het verslag van 23 september 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 oktober 2021;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 december 2021;
 Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 6 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
 Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;
 Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de bestuursovereenkomst van 11 februari 2016 tussen de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, enerzijds, en het Interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, anderzijds, voor de uitvoering van de opdracht van Auditautoriteit van de programma's medegefinancierd door de Europese Structuurfondsen, door het EFG en de auditopdracht van het Franstalig integratie-onderdeel van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie, zoals gewijzigd, de uitvoering van de opdrachten op basis van dit besluit bepaalt;

Overwegende dat het van belang is rekening te houden met de oprichting van de Gezamenlijke Auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonië;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC" op de auditcel van de Inspectie van Financiën van toepassing is;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de cel : de Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen;

2° de bestuursovereenkomst: de bestuursovereenkomst tussen de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, enerzijds, en het Interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, anderzijds, voor de uitvoering van de auditopdrachten van de Europese programma's;

3° de aangewezen Inspecteurs van Financiën: de Inspecteurs van Financiën die bijdragen tot de opdrachten van de Cel;

4° de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën: de Inspecteur van Financiën die, onder de aangewezen inspecteurs, de verantwoordelijkheid en het beheer van de Cel op zich neemt;

5° de Minister: de Minister-President belast met de coördinatie van de Europese Structuurfondsen;

6° het "SePAC": het "Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets" (SePAC) (Secretariaat hulpverlening intern beheer en controle kabinetten);<0

7° de "SCA" : de gezamenlijke auditdienst ingevoerd bij het Samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";

8° het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019: het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC";

9° het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003: het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

HOOFDSTUK 2. — *Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen*

Art. 2. De Cel wordt bij de Regering opgericht en neemt de verantwoordelijkheden op zich die zijn toevertrouwd aan het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, zoals bepaald in de beheersovereenkomst. Het administratief beheer wordt waargenomen door de Minister en de functionele leiding door de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën.

Art. 3. De Cel voert de opdrachten uit in verband met de audit van de Europese fondsen, op het gebied van regionale ontwikkeling in ruime zin, grensoverschrijdende en transnationale samenwerking, opleiding en sociale integratie of herstel, in gedeeld beheer en in eigen beheer met de Europese Commissie. De auditopdrachten worden haar toevertrouwd door de bestuursovereenkomst.

Art. 4. De Cel wordt opgericht voor de duur van de opdrachten bedoeld in artikel 3 en houdt op te bestaan op het einde van bedoelde opdrachten.

HOOFDSTUK 3. — *Samenstelling en organisatie van de Cel*

Art. 5. De Cel bestaat uit de aangewezen Inspecteurs van Financiën van het gedetacheerd personeel van de gezamenlijke auditdienst - "SCA".

Art. 6. De aangewezen inspecteurs van Financiën worden voorgedragen door de Korpschef van de Inspectie van Financiën.

Onder de aangewezen Inspecteurs van Financiën wordt een verantwoordelijke Inspecteur van Financiën voorgesteld die de verantwoordelijkheid en de functionele leiding van de Cel op zich neemt.

De Minister en de Minister van Begroting benoemen de Inspecteur(s) van Financiën voor de duur van de in artikel 3 bedoelde opdrachten, onder wie de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën.

Art. 7. De Minister detacheert het personeel van de Cel bij ministerieel besluit, in overleg met de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën.

Art. 8. § 1. Het personeel van die Cel omvat:

1° drie Inspecteurs van Financiën bedoeld in artikel 6, onder wie de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën;

2° een personeelslid van niveau 1 die de functie van auditor-adviseur uitoefent;

3° acht personeelsleden van niveau 1;

4° twee medewerkers.

§ 2. Vanaf 1 januari 2022, en uitsluitend tijdens de uitvoering van de auditopdrachten die aan de Cel zijn toevertrouwd in het kader van het Waals herstelplan, bestaat de Cel, naast de in lid 1 genoemde personeelsleden, uit:

1° een personeelslid van niveau dat de functie van auditor-adviseur uitoefent;

2° vier personeelsleden van niveau 1.

§ 3. De in § 2 bedoelde personeelsleden kunnen binnen de Waalse overheidsdienst worden vervangen overeenkomstig artikel 2, § 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003.

HOOFDSTUK 4. — *Administratieve en geldelijke toestand van het personeel van de Cel*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, zoals gewijzigd, blijven de bezoldigingen van de Inspecteurs van Financiën ten laste van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën.

Art. 10. De bezoldigingen van het gedetacheerd personeel van de gezamenlijke auditdienst ("SCA") blijven ten laste van de gezamenlijke auditdienst.

Art. 11. Het administratief en financieel beheer van het in artikel 8 bedoelde personeel is in handen van de Waalse Overheidsdienst

Het "SePAC" is belast met de administratieve en financiële bijstand aan de Cel in personeelszaken en met de salarisadministratie wat betreft de jaarlijkse toelagen, eventuele financiële tegenwaarden, voordelen van allerlei aard, telewerktoelagen en aan het personeel toegekende maaltijdcheques. Het informeert de Cel over de te volgen formaliteiten.

Art. 12. De verantwoordelijke Inspecteur van Financiën kan het gebruik van telewerk voor het personeel van de Cel toestaan. Hij stelt de Minister op de hoogte van de verleende vergunningen.

HOOFDSTUK 5. — *Werkingsmiddelen*

Art. 13. De verantwoordelijke Inspecteur van Financiën stelt aan de Minister van Begroting de consultancycontracten voor, die noodzakelijk worden geacht voor de uitvoering van de aan de Cel toevertrouwde opdrachten.

HOOFDSTUK 6 — *Ordonnateurs, rekenplichtigen en delegaties*

Art. 14. Delegatie wordt verleend aan het "SePAC" om alle door de primaire ordonnateur vastgelegde uitgaven te vereffenen, die toerekenbaar zijn op basisallocatie 11.01 van titel I van programma 05 van organieke afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest en die betrekking hebben op de toelagen en subsidies toegekend aan het personeel.

Art. 15. Delegatie wordt verleend aan de houders van de volgende ambten om ten belope van de hiernaast vermelde bedragen (exclusief BTW) alle uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen die toerekenbaar zijn op de basisallocaties 12.06 en 12.07 van titel I van programma 05 van organieke afdeling 10 en op basisallocatie 74.07 van titel 2 van programma 05 van organieke afdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waals Gewest :

1° Inspecteur-generaal van het Departement Begroting en Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst: 50.000 euro;

2° verantwoordelijke Inspecteur van Financiën: 10.000 euro.

Art. 16. Delegatie wordt verleend aan de verantwoordelijke Inspecteur van Financiën om dienstreisopdrachten in het buitenland voor het personeel van de Cel goed te keuren tot een maximumbedrag van 5.000 euro.

Art. 17. De voorafgaande bepalingen mogen niet tot gevolg hebben dat de primaire ordonnateur de bevoegdheid wordt ontnomen om de in dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 18. De Cel is onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC", overeenkomstig artikel 56 van dat besluit.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2022 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De Minister-President belast met de coördinatie van de Europese structuurfondsen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 januari 2022.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT